



# Souffrir en silence

Les 10 crises humanitaires les moins médiatisées en 2018



©CARE/Jakob Dall

# Sommaire

Introduction

p. 4

Classement

p. 6

Que pouvons-nous faire ?

p. 16

## Classement : les 10 crises humanitaires les moins médiatisées en 2018

10

### Soudan

Plus d'une décennie de famine et de conflit

Page 6

9

### République centrafricaine

Au cœur de l'Afrique, mais complètement ignorée

Page 7

8

### Niger

Quand les pauvres aident les plus pauvres

Page 8

7

### Éthiopie

Le déplacement silencieux de 1 million de personnes

Page 9

6

### Tchad

Un îlot de stabilité au Sahel, en proie à de trop nombreux besoins

Page 10

5

### Philippines

Un typhon dévastateur toujours présent dans les esprits

Page 11

4

### République démocratique du Congo

Un cercle vicieux de violence, de maladies et de malnutrition

Page 12

3

### Madagascar

En première ligne du changement climatique

Page 13

2

### Éthiopie

Affamée et oubliée

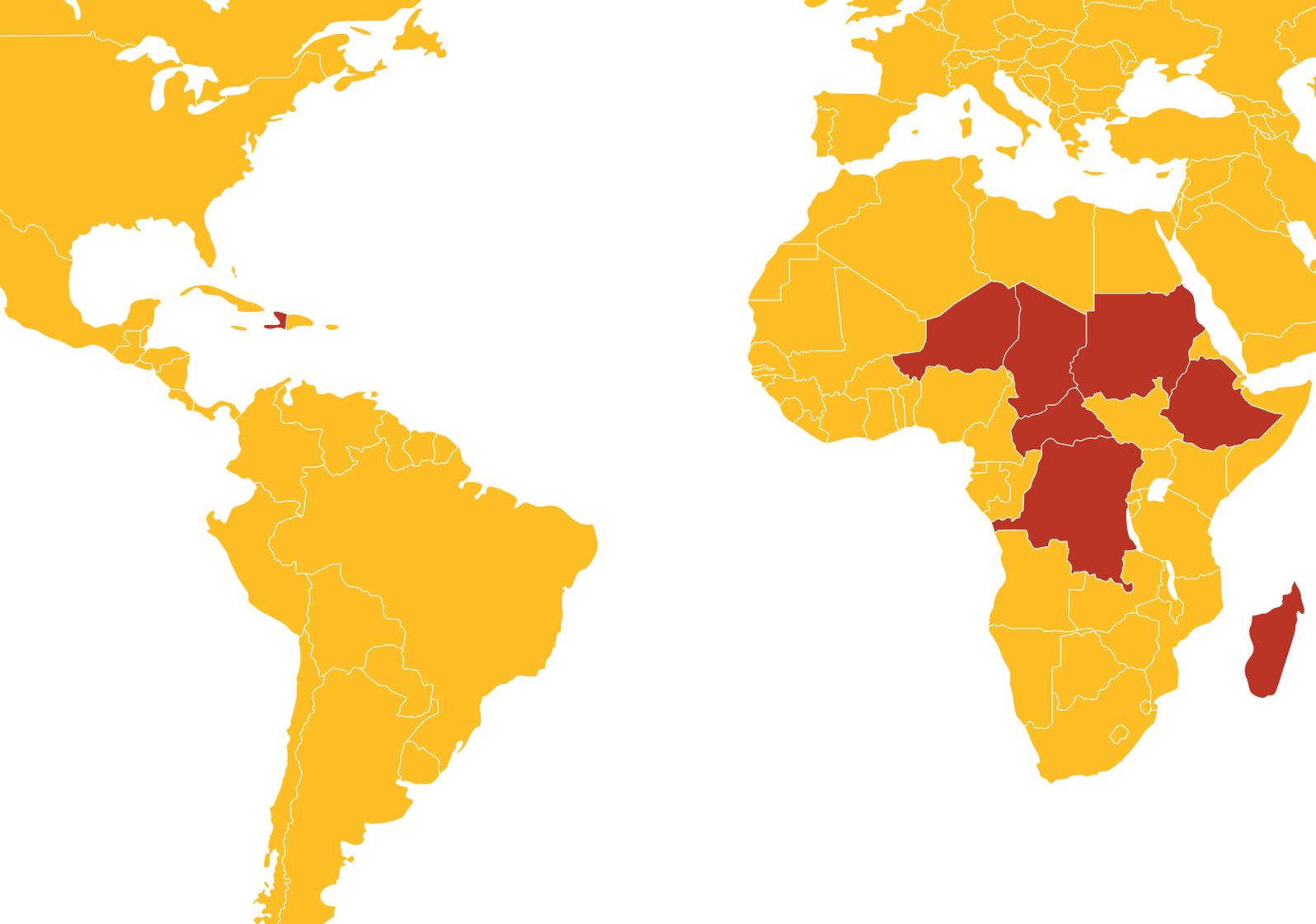
Page 14

1

### Haïti

Au bord de la survie

Page 15

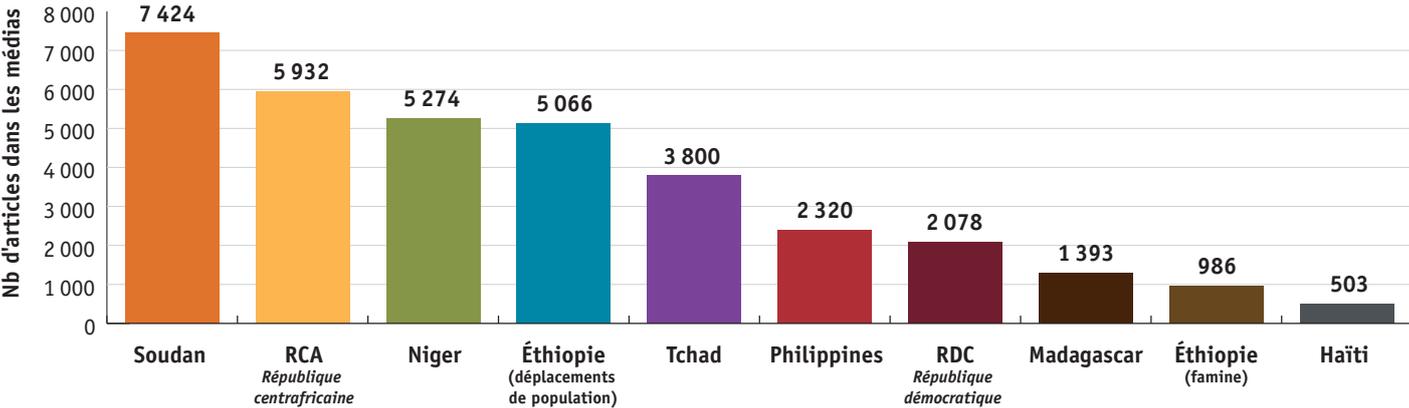


# Introduction

**Si aucun média n'en parle, est-ce que cela s'est vraiment produit ?**  
 À l'heure des réseaux sociaux et des chaînes d'informations en continu, cette question résonne comme un mantra aux oreilles de beaucoup. Ce que nous lisons, voyons ou entendons traduit la réalité. Ce qui n'apparaît ni à la télévision ni sur Internet semble ne pas exister. La triste vérité, c'est que les catastrophes et les crises ont rendu la réalité plus sombre pour près de 132 millions de personnes<sup>1</sup> dans le monde en 2018, que nous en ayons entendu parler ou non. Plus d'un quart d'entre elles sont citées dans ce rapport et ont souffert en silence, loin du feu des projecteurs.

La planète est marquée par la violence et les catastrophes. Le changement climatique provoqué par les émissions des énergies fossiles se fait ressentir de plus en plus fort chaque jour. Pourtant, certaines crises restent moins médiatisées que d'autres. Tout comme la Syrie, la République démocratique du Congo a connu des déplacements de population, sans toutefois attirer autant l'attention des médias. En République centrafricaine, la famine s'est installée à grande échelle, dans l'indifférence quasi générale. En Haïti, tandis que le séisme dévastateur de 2010 avait fait la une des journaux,

## Les crises les moins médiatisées en 2018





## Méthodologie

**En utilisant les services de surveillance des médias du Groupe Meltwater, CARE International a analysé les crises humanitaires les moins médiatisées en 2018. Plus de 1,1 million d'articles en ligne ont ainsi été suivis du 1er janvier au 28 novembre 2018. Pour permettre un filtrage d'échelle, nous avons choisi les pays dans lesquels au moins un million de personnes ont été affectées par des catastrophes d'origine naturelle ou humaine. Nous avons ainsi obtenu une liste de 34 crises qui ont été analysées et classées selon le nombre d'articles en ligne y faisant référence. Ce rapport présente les 10 crises les moins médiatisées.**

Le nombre total de personnes touchées par chaque urgence a été calculé à partir des données d'ACAPS, de Reliefweb et de CARE. Lorsque plusieurs situations d'urgence affectaient plus d'un million de personnes dans un même pays, comme en Éthiopie, chaque crise a été analysée et classée séparément. L'analyse qui sous-tend le rapport s'appuie sur la couverture médiatique en ligne dans les médias anglais, allemands et français compte tenu de leur large audience. Avec des ressources supplémentaires, CARE espère élargir la portée de cette analyse et prendre en compte la couverture médiatique dans d'autres langues, telles que le chinois, l'arabe et l'espagnol. Bien que sa portée ne soit pas universelle, ce rapport représente un instantané de l'attention des médias dans le monde. Il entend contribuer à une discussion globale plus large dont le but ultime est de favoriser la sensibilisation et de fournir une aide humanitaire aux populations dans le besoin.

la crise alimentaire de 2018 a été à peine relayée par les médias internationaux.

Comment expliquer cette situation ? Les trop nombreuses crises, le manque d'accès des médias, les difficultés de financement sont autant de raisons qui ont poussé le monde à détourner le regard en 2018. Les médias jouent un rôle crucial dans la manière dont le public, les travailleurs humanitaires et les organisations internationales réagissent aux situations d'urgence et à la souffrance humaine. Cependant, la réduction des budgets des médias d'information fait peser une grave menace sur la correspondance étrangère.

Dans la récente enquête de l'Indice humanitaire Aurora<sup>2</sup>, 61 % des personnes interrogées, issues de 12 pays, ont déclaré que les crises humanitaires étaient trop nombreuses pour qu'elles puissent se tenir informées de ce qui se passe dans le monde aujourd'hui. Plus de la moitié d'entre elles ont déclaré qu'elles entendaient constamment la même chose et que les médias s'intéressaient toujours aux mêmes pays. Par ailleurs, les gens continuaient à se méprendre sur les pays les plus touchés par les crises humanitaires et considéraient que ce sont les pays développés qui accueillent le plus de

réfugiés : en réalité, plus de 80 % des réfugiés dans le monde vivent dans des pays en développement.

C'est la troisième année consécutive que CARE publie son rapport « Souffrir en silence », qui appelle la communauté mondiale à défendre les populations en situation de crise, oubliées par ailleurs, et à les aider à triompher de l'adversité. Ce rapport a pour objectif de mettre en évidence les crises qui, malgré leur ampleur, ont reçu trop peu d'attention de la part du public. La dernière section aborde également les solutions qui permettront d'assurer une meilleure couverture médiatique et évoque huit façons de mettre en lumière les crises oubliées.

En tant qu'organisation humanitaire, CARE travaille sans relâche pour fournir de l'aide dans les endroits difficiles d'accès. Il est d'autant plus difficile de soutenir les populations qui en ont le plus besoin que le monde s'intéresse à peine à elles. Ceux qui sont entendus du public, des représentants des médias aux dirigeants, ont la responsabilité politique et morale de répondre aux crises qui sont pour la plupart complètement ignorées. Chacune de ces crises est une crise de trop.

10

## Soudan

Plus d'une décennie de famine et de conflit

Ces 15 dernières années, les conflits, la pauvreté chronique et les chocs climatiques ont poussé 5,5 millions de personnes au bord de la survie au Soudan. De graves besoins humanitaires, en particulier dans la province occidentale du Darfour, persistent, tandis que des conflits ont également affecté les états du Kordofan méridional et du Nil Bleu. Beaucoup de familles doivent faire face à la faim extrême. Un enfant sur six est dénutri et un enfant sur vingt souffre de la forme de malnutrition la plus grave et la plus mortelle<sup>3</sup>. La sécheresse récurrente menace près de 19 millions d'hectares de terres agricoles ainsi que les moyens de subsistance de nombreux groupes pastoraux et nomades. La hausse des températures de ces dernières décennies imputable au changement climatique provoqué par l'homme y est nettement supérieure à la moyenne mondiale<sup>4</sup>. Le pays souffre par ailleurs régulièrement des inondations et de la sécheresse. Entre juin et début novembre 2018, plus de 200 000 personnes ont été touchées par de fortes pluies et des crues soudaines<sup>5</sup>.

Avec plus de 923 000 réfugiés au total, le Soudan est le pays qui accueille le plus de réfugiés en Afrique, ce qui exerce une pression supplémentaire sur son économie fragile. Plus de 764 000 personnes viennent de la République du Soudan du Sud, déchirée par la guerre<sup>6</sup>. Mais, alors que ses voisins du sud viennent trouver refuge au Soudan, le pays est lui aussi exposé

à la violence, la malnutrition, la pénurie alimentaire et le manque d'accès aux services de base. En conséquence, près de 2 millions de Soudanais se retrouvent déplacés dans leur propre pays<sup>7</sup>.

Le Soudan est également confronté à de graves difficultés économiques. Fin septembre 2018, le taux d'inflation annuel atteignait près de 70 %, entraînant une hausse continue du coût de la vie, une diminution du pouvoir d'achat et des pénuries de produits de première nécessité, tels que le carburant. Cela a encore aggravé la situation et provoqué des perturbations majeures dans la fourniture des services de base, notamment l'électricité, l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement<sup>8</sup>.

CARE Soudan cherche à répondre aux besoins les plus urgents des réfugiés et des personnes déplacées, à l'image d'Aowk. Les services fournis par CARE vont de la distribution de produits d'hygiène et de jerrycans à la construction d'installations sanitaires en passant par la mise en place de systèmes d'approvisionnement en eau. CARE fournit également des services de santé vitaux, y compris une assistance nutritionnelle d'urgence aux enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition et aux femmes enceintes et allaitantes afin que leurs enfants ne souffrent pas toute leur vie des conséquences de la malnutrition. Les femmes et les filles sont au centre du travail d'urgence de CARE et le recours aux groupes d'épargne villageois crée des réseaux qui permettent à un grand nombre d'entre elles de générer des revenus.



« Après avoir rejoint d'autres personnes, j'ai fui Gog Mashar au Sud-Soudan avec mes sept enfants pour sauver ma famille, raconte Aowk Wal Adam. Mon mari est resté sur place parce que nous n'avions pas de quoi payer les tickets de bus pour partir tous ensemble. » Aowk vit dans le camp de Kario dans l'est du Darfour, au Soudan. Elle fait partie des nombreux Sud-Soudanais qui y ont trouvé refuge. Comme l'aide qu'elle recevait dans le camp ne suffisait pas, Aowk a décidé de vendre du thé pour subvenir aux besoins de sa famille. Au lieu d'aller à l'école, ses trois fils travaillent dans des fermes voisines tandis que ses quatre filles l'aident à l'atelier de thé. « Quand on est responsable de sa famille, on n'abandonne jamais, même dans les conditions les plus difficiles, », explique-t-elle.

9

# République centrafricaine

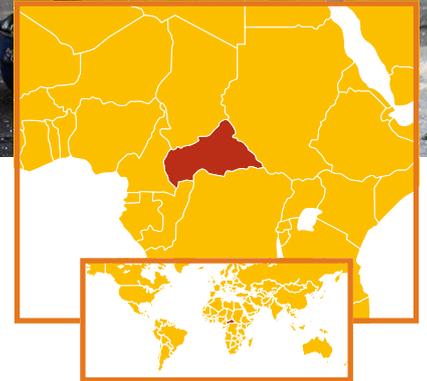
Au cœur de l'Afrique, mais complètement ignorée

**M**algré la richesse de ses ressources naturelles, la République centrafricaine (RCA) reste largement sous-développée et continue de lutter pour la stabilité et le progrès. Les groupes armés et l'agitation politique alimentent toujours les tensions intercommunautaires. Environ 2,9 millions de personnes, soit plus de 60 % de la population, ont besoin d'aide et manquent désespérément de nourriture. Si le nombre de personnes touchées a augmenté de 16 % par rapport à l'année dernière, c'est principalement à cause des conflits intenses qui sévissent dans plusieurs régions du pays et des difficultés accrues pour obtenir de l'aide. La plupart des zones sont difficiles d'accès en raison des attaques régulièrement perpétrées par divers groupes armés qui errent dans les rues, même dans les plus petits villages. De plus en plus nombreux, les incidents liés à la sécurité qui surviennent à travers tout le pays empêchent encore davantage les organisations humanitaires de fournir l'aide si précieuse. En RCA, les attaques contre les travailleurs humanitaires ont été multipliées par trois suite à la flambée des combats de mai 2017, ce qui en fait l'un des pays les plus violents du monde pour la première fois depuis le début du conflit en 2014<sup>9</sup>. Dans plusieurs régions, les organismes humanitaires ont été obligés de limiter ou suspendre leurs opérations en raison de l'insécurité ou du manque de financement.

Les attaques contre les femmes et les enfants ont par ailleurs considérablement augmenté. Environ un Centrafricain sur cinq a été déplacé de force tandis qu'un sur huit a été contraint de fuir vers un pays voisin comme le Cameroun, le Tchad ou la République démocratique du Congo<sup>10</sup>.

La violence généralisée a détruit les systèmes de santé, d'eau et d'assainissement, et compromet la survie de 2 millions de personnes qui ne peuvent accéder régulièrement à la nourriture. Le nombre d'enfants souffrant de malnutrition figure actuellement parmi les plus élevés au monde. Près de 40 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition<sup>11</sup>. Face à la flambée de la violence et au manque de moyens pour se procurer des biens de première nécessité tels que de la nourriture, certaines filles centrafricaines se sont tournées vers le « sexe de survie » pour réchapper de la crise. Certaines y sont même encouragées par leurs parents désespérés. Des filles âgées d'à peine 13 ans vendraient leurs corps pour la somme dérisoire de 50 centimes de dollars.

CARE soutient les réfugiés centrafricains et les communautés d'accueil dans les pays voisins tels que le Tchad et le Cameroun, en fournissant un accès à l'eau et à l'assainissement, en distribuant des bâches en plastique et des produits d'hygiène, et en luttant contre les violences sexistes.



*Comme d'autres femmes, Roboussin a réussi à fuir la violence de sa ville natale, Silanbie, en République centrafricaine. Un jour, alors qu'il était 4h00 du matin, elle a entendu des coups de feu et a immédiatement su qu'elle devait fuir pour sauver ses quatre filles et ses cinq fils. Elle est partie pour le Tchad voisin et vit maintenant à Nanabaria, un camp de réfugiés dans le sud du pays. « Ici, il y a la paix et de l'autre côté de la frontière, il y a la guerre, » explique-t-elle. Mais Roboussin paie cette sécurité au prix fort. « Avant, nous vivions bien parce que nous ne manquions de rien et nous mangions à notre faim, explique son mari Valentin. Ici, nous n'avons rien. Nos enfants dorment à nos pieds, épuisés à force de pleurer de faim. »*

8

# Niger

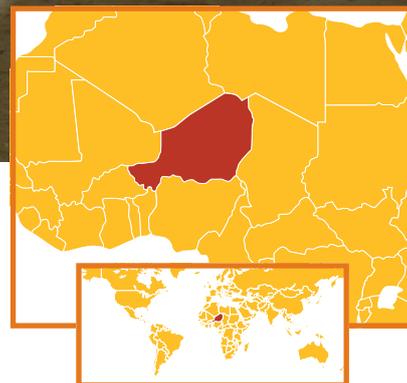
## Quand les pauvres aident les plus pauvres

**L**e Niger est un pays enclavé dans le Sahel et souffre depuis longtemps de la désertification, de l'insécurité alimentaire chronique et, depuis plus récemment, des déplacements massifs de population et de l'afflux de réfugiés. En 2018, le pays figurait à la dernière place de l'Indice de développement humain<sup>13</sup>. En plus d'avoir à accueillir les personnes déplacées, le Niger a également constaté une nette augmentation du nombre de personnes luttant pour subvenir à leurs besoins alimentaires. Ce chiffre est ainsi passé de 500 000 à 1,4 million en 2018 en raison d'une période de soudure plus longue que d'habitude et de l'insécurité persistante. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies, environ 16 000 enfants de moins de 5 ans risquent de mourir de malnutrition aiguë sévère<sup>14</sup>.

Au cours des neuf dernières années, un violent conflit au Nigéria a déplacé ou fait fuir plus de 2,5 millions de personnes dans des pays voisins,

notamment le Niger. 119 000 réfugiés et 104 000 personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ont trouvé refuge dans la région de Diffa, dans le sud-est du pays<sup>15</sup>. Les régions frontalières sont quant à elles exposées aux attaques fréquentes et à l'insécurité, qui perturbe les marchés et rend les opérations humanitaires plus dangereuses et plus difficiles. Les communautés d'accueil partagent le peu qu'elles ont avec les réfugiés et comptent sur l'aide humanitaire pour joindre les deux bouts. Les populations déplacées par le conflit sont gravement traumatisées. De nombreuses femmes et filles ont été victimes de violences sexuelles à la maison ou pendant leur voyage. Les jeunes garçons risquent d'être recrutés par des groupes armés.

À ce jour, CARE a aidé près de 300 000 personnes (parmi les communautés d'accueil et les réfugiés à Diffa) en fournissant un soutien indispensable en eau, nourriture et assainissement, ainsi que des services de santé psychosociale et reproductive<sup>16</sup>.



*Au Nigéria, Baana, une mère de cinq enfants âgée de 30 ans, a vu sa maison ravagée par un incendie en quelques heures : « Tout a été réduit en cendres. Pour distinguer un corps humain d'un cadavre d'animal, on ne pouvait se fier qu'aux intestins et aux estomacs, » se souvient-elle avec horreur. Enceinte au moment du voyage, Baana a réussi à fuir en compagnie des siens. Elle et sa famille ont trouvé refuge à Diffa, au Niger, et ont d'abord été accueillies par le chef d'un quartier. CARE leur a fourni un abri, des produits d'hygiène et de l'argent pour les aider à reconstruire leur vie en exil. Aujourd'hui, Baana fait du bénévolat dans un espace ami des enfants et joue avec ces derniers, dont beaucoup sont traumatisés par ce qu'ils ont vécu chez eux. « Je leur apprend des jeux pour les aider à accepter et à oublier les combats, » explique-t-elle. Sa famille redoute de rentrer au Nigéria, mais elle lutte pour rebâtir sa vie au Niger avec le peu de ressources dont elle dispose.*



© CARE/Jennifer Bose

7

# Éthiopie

## Le déplacement silencieux de 1 million de personnes

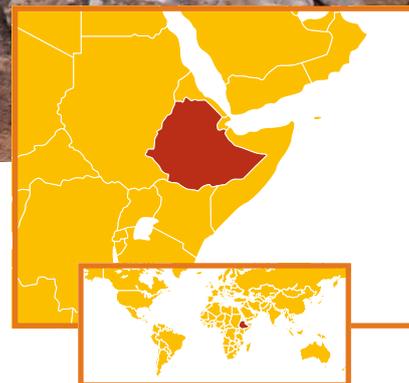
**L'**Éthiopie est le pays qui a accueilli le plus de personnes déplacées en interne à cause d'un conflit en 2018<sup>17</sup>. Néanmoins, les violences intercommunautaires et les déplacements le long des frontières des régions Gedéo et Guji sont passés largement inaperçus en raison des multiples urgences frappant l'Éthiopie. Suite à des vagues d'attaques violentes entre avril et juillet 2018, environ 1 million de personnes ont été contraintes de fuir leur domicile. Des habitants ont été tués ; des maisons ont été incendiées, endommagées et pillées ; les moyens de subsistance ont été détruits.

La plupart des personnes déplacées ont dû fuir en quelques minutes et ont d'abord cherché refuge dans les bâtiments publics, tels que les écoles et les églises. Déjà avant la crise, la région touchée affichait l'une des densités de population les plus élevées du pays. La capacité des communautés d'accueil est mise à rude épreuve. Bon nombre de réfugiés se sont installés dans des camps destinés aux personnes déplacées dans les mois qui ont suivi, où les conditions de vie restent désastreuses. Les distributions de vivres sont toujours insuffisantes ; les femmes et les filles sont exposées au risque d'exploitation ; les problèmes d'hygiène et d'assainissement sont monnaie courante ; et les risques d'épidémies restent élevés. Les services humanitaires sont dépassés. Alors que certaines personnes sont rentrées chez elles,

les autres sont encore nombreuses à vivre dans des camps, sans pouvoir regagner leurs villages détruits. Dans cette région déjà touchée par la sécheresse et l'insécurité alimentaire avant l'aggravation du conflit, les besoins en nourriture, en eau potable et en services de santé perdurent.

La menace de déplacement secondaire persiste en attendant que les efforts de paix et de réconciliation aboutissent à des solutions durables et à un apaisement des tensions autour des ressources, des idéologies et des autres problèmes non résolus entre les communautés. Si les personnes rentrent chez elles, elles auront toujours besoin d'une assistance importante, car elles sont nombreuses à être confrontées à la destruction de leurs maisons, aux champs en jachère, à la perte de leurs moyens de subsistance et aux problèmes de sécurité persistants<sup>18</sup>.

CARE se concentre actuellement sur la prévention des épidémies en améliorant l'accès à l'eau potable dans les camps et les communautés d'accueil. CARE a atteint plus de 60 000 personnes à travers la réhabilitation des sources d'approvisionnement en eau et la distribution des kits d'hygiène et domestiques, notamment composés de savon, de seaux, de couvertures et de casseroles. À condition d'obtenir le financement nécessaire, CARE prévoit également de créer des espaces sécurisés pour les femmes et les enfants, où les plus vulnérables pourront bénéficier d'une assistance psychosociale.



« C'était le soir lorsque nous avons tout à coup entendu des coups de feu et des cris, raconte Amreh, l'une des nombreuses personnes durement touchées par la crise. J'étais à la maison avec ma famille. Nous ne savions pas ce qui se passait dans le village. En regardant dehors, nous avons vu des gens fuir et nous avons alors compris que quelque chose clochait. Mon mari est sorti pour voir ce qu'il se passait. C'est la dernière fois que je l'ai vu. » Quelques jours plus tard, l'un des fils d'Amreh s'est suicidé, incapable de supporter la mort de son père. Bien qu'Amreh soit finalement rentrée chez elle, sa vie a complètement changé. « Je donnerais n'importe quoi pour revenir à l'époque où tout était normal. Aujourd'hui, je suis faible et je dépends de l'aide des organismes humanitaires. Je ne vois aucun avenir pour nous, » explique-t-elle.

6

# Tchad

**Un îlot de stabilité au Sahel, en proie à de trop nombreux besoins**

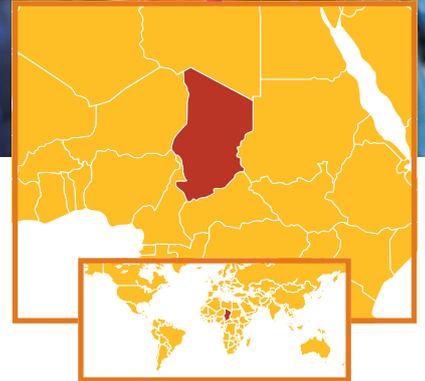
**À** cause de la pauvreté chronique, de la faim et des déplacements massifs de populations dans la région du lac Tchad, des millions de personnes au Tchad se battent pour survivre. En 2018, plus de quatre millions de personnes n'avaient qu'un accès limité à la nourriture, ce qui faisait du Tchad le deuxième pays le plus touché par la faim à l'échelle de la planète, selon l'Indice de la faim dans le monde<sup>19</sup>. Ces dix dernières années, les effets dévastateurs du changement climatique ont réduit la production agricole, entraînant des pénuries alimentaires et de la malnutrition. Près de la moitié de la population souffre de malnutrition chronique et plus de 159 000 personnes subissent une grave insécurité alimentaire<sup>20</sup>.

Bien que les forces militaires régionales aient repris du terrain aux groupes insurrectionnels dans certaines régions, la violence et l'insécurité limitent toujours l'accès des organisations humanitaires et des médias par endroits. En outre, dans les zones à haut risque, la population continue à affronter de sérieuses difficultés pour accéder à l'assistance et aux services de base, tels que les soins de santé. Parmi les causes

sous-jacentes de la crise, on retrouve la pauvreté, la fragilité économique, la croissance démographique rapide, le manque de services sociaux et le changement climatique. En 55 ans, le lac a perdu près de 95 % de sa surface initiale, à la fois en raison de la modification des schémas climatiques et de l'agriculture très gourmande en eau<sup>21</sup>.

Les conflits en cours dans la région du lac Tchad continuent de perturber les moyens de subsistance et les marchés, contraignant ainsi des milliers de personnes à fuir leur foyer et à chercher refuge au Tchad. Bien qu'il fasse partie des pays les plus pauvres du monde, le Tchad accueille plus de 450 000 réfugiés des pays voisins, dont la République centrafricaine, le Nigéria et le Soudan<sup>22</sup>.

Dans la région du lac Tchad, CARE a aidé plus de 235 000 personnes grâce à la réhabilitation des systèmes d'approvisionnement en eau, aux programmes de nutrition et aux activités génératrices de revenus. Dans le sud du Tchad, plus de 25 000 personnes ont bénéficié de services de santé reproductive, de distributions de vivres et de programmes « Travail contre rémunération ».



*Fatime, 70 ans, a fui le conflit en République centrafricaine. Avec la famille de sa fille, elle a marché pendant des jours sous un soleil brûlant pour trouver refuge dans un camp du sud du Tchad. Pendant la journée, lorsque sa fille est au travail, elle s'occupe de ses petits-enfants atteints de malnutrition sévère. « Nous ne pouvons manger qu'une fois par jour, généralement du riz ou du millet. Lors de la dernière saison des pluies, nous avons essayé de faire pousser des légumes, mais il n'y en a jamais assez pour nous tous, » explique Fatime. Même si les enfants sont inscrits à un programme de nutrition de CARE et reçoivent une alimentation complémentaire, leur santé reste un sujet de préoccupation permanente : « Je sais que cette pénurie alimentaire aura des effets à long terme sur le développement des enfants. Mais que devrions-nous faire ? » demande-t-elle.*

5

# Philippines

## Un typhon dévastateur toujours présent dans les esprits

**B**ien qu'il soit considéré comme le cyclone tropical le plus puissant que le monde ait connu en 2018, le typhon Mangkhut, appelé localement Ompong, n'a été que peu relayé médiatiquement. La tempête s'est abattue sur la pointe nord-est de l'île de Luçon, aux Philippines. Les vents de catégorie 5 ont dépassé les 200 km/h, poussés par des températures anormalement élevées à la surface de la mer, en conséquence du changement climatique provoqué par l'homme. Ces vents intenses et la pluie aveuglante ont arraché les toits de tôle, coupé le courant et balayé les régions agricoles en se déplaçant vers l'ouest, entre le nord et le centre de Luçon. Plus d'un million de personnes ont été déplacées, les infrastructures et les cultures agricoles ont été endommagées et des milliers de maisons ont été détruites. Au total, plus de 3,8 millions de personnes ont été touchées, parmi lesquelles 82 morts et plus de 130 blessés. La plupart d'entre elles ont été victimes de glissements de terrain et d'inondations soudaines dans les communautés montagneuses, en particulier dans la région de Benguet, où au moins 40 mineurs ont été enterrés dans une petite communauté minière.

Ce sont les agriculteurs et les pêcheurs, dont les moyens de subsistance sont les plus vulnérables aux aléas naturels, que le typhon Mangkhut a le plus durement touchés. Avant le typhon, une analyse d'impact réalisée par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (BCAH) estimait à 3,4 millions le nombre de personnes vivant dans les zones touchées par la tempête. Un certain nombre de facteurs

préexistants (taux de pauvreté élevé, normes d'assainissement médiocres, taux de malnutrition supérieurs à la moyenne chez les enfants de moins de 5 ans, faibles taux de vaccination) ont rendu les populations particulièrement vulnérables à l'impact du typhon<sup>23</sup>. À peine un mois après le typhon Mangkhut, le typhon Yutu, classé en tempête de catégorie 1, s'est abattu sur le nord de Luçon en suivant le même chemin que le typhon Mangkhut. Les communautés touchées qui avaient commencé à se remettre du précédent typhon ont de nouveau été évacuées et perturbées.

Les Philippines figurent parmi les pays les plus vulnérables en Asie et dans le Pacifique. Chaque année, une vingtaine de cyclones tropicaux traversent le pays. Selon la Banque mondiale, le pays subit en moyenne chaque année plus de 1 000 décès, les typhons étant responsables de 74 % des victimes, 62 % des dommages totaux et 70 % des dommages agricoles. Le pays est également fortement exposé aux changements climatiques et aux aléas géologiques, notamment les séismes et les éruptions volcaniques<sup>24</sup>. Les effets combinés des catastrophes naturelles aux Philippines entravent le développement du pays et engendrent des taux de pauvreté élevés.

Présent aux Philippines depuis 1949, CARE fournit une aide d'urgence en cas de catastrophe et aide les communautés à s'y préparer. À la suite du typhon Mangkhut, CARE a distribué de l'argent, de la nourriture et des articles de réparation d'abris.



*Le typhon Mangkhut a gravement endommagé le foyer de Deria, dans la province de Kalinga. Mère célibataire de sept enfants, elle est aujourd'hui confrontée à de sérieuses difficultés pour répondre aux besoins quotidiens de sa famille. « En 2016, nous avons déjà subi un violent typhon qui a endommagé notre maison, raconte Deria. Et Mangkhut a fait encore plus de dégâts. Nous avons failli abandonner, mais lorsque CARE est arrivé dans notre communauté, nous avons obtenu le soutien dont nous avons tant besoin pour nous reconstruire. » Comme d'autres membres de sa communauté, Deria a bénéficié d'une assistance monétaire de CARE pour l'achat d'articles de réparation d'abris. « Ce type de soutien nous aide beaucoup. Au lieu de consacrer nos économies à la réparation de nos maisons, nous les utilisons pour la nourriture et les frais de scolarité de nos enfants. »*

4

# République démocratique du Congo

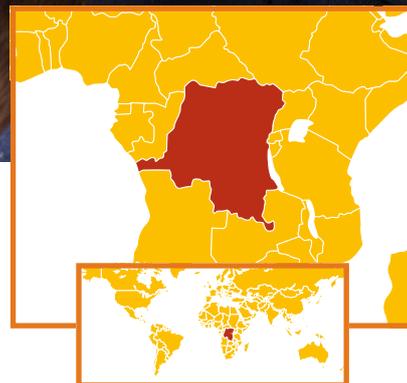
## Un cercle vicieux de violence, de maladies et de malnutrition

**A**près plus de vingt ans de violence, plus de la moitié de la population en République démocratique du Congo (RDC) n'a connu que le conflit et la guerre. À cause de la diminution de l'activité agricole, près de 12,8 millions de personnes sont menacées par la faim, parmi lesquelles 4,3 millions d'enfants souffrent de malnutrition, voire de malnutrition sévère pour au moins 1,3 million d'entre eux. Au moins 8,5 millions de personnes sont exposées au risque d'épidémies en raison de la persistance du choléra et d'une recrudescence du virus Ebola dans l'est du pays<sup>25</sup>. Fin 2018, sur les 500 personnes qui avaient contracté le virus, 280 en sont mortes<sup>26</sup>.

La violence et les tensions intercommunautaires persistantes, en particulier dans les provinces de l'est et du centre du pays, continuent d'entraîner d'importants déplacements de populations, des violations des droits de l'homme, une prévalence élevée des violences sexistes, ainsi que des pertes humaines et des dégâts matériels. Outre les menaces provenant des conflits armés, la criminalité est en augmentation à la fois dans les villes et les zones rurales, en raison de la prolifération des armes de poing, du

taux de chômage élevé, de la pauvreté et de l'impunité générale. L'incertitude politique, la sécurité précaire et la situation socio-économique instable favorisent le risque de nouveaux déplacements de populations dans les mois à venir. Les réfugiés en RDC constituent l'une des 10 communautés de personnes déplacées les plus nombreuses du monde. Outre les très nombreuses personnes déplacées à l'intérieur du pays, la RDC accueille plus de 530 000 réfugiés des pays voisins. Dans le même temps, en 2018, près de 765 000 Congolais ont fui vers les pays voisins, tels que le Burundi, l'Ouganda et la Zambie<sup>27</sup>.

En réponse à cette crise, CARE fournit une assistance en matière de santé sexuelle et reproductive, et aide les victimes de violences sexistes. CARE travaille également avec les communautés et les centres de santé locaux pour fournir des services de santé et intervenir en matière de nutrition, de sécurité alimentaire, d'eau et d'assainissement. En réponse à la crise Ebola, CARE comble des lacunes critiques dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de la santé, et soutient la mobilisation sociale et l'implication des communautés dans la lutte contre l'épidémie.



*Les réfugiés comptent surtout des femmes et des enfants, dont plus de la moitié ont moins de 18 ans et franchissent les frontières seuls, séparés des membres de leur famille. Qu'elles soient victimes de violences sexuelles et sexistes, atteintes du VIH et du SIDA ou porteuses de handicaps, des milliers de personnes nourrissent des besoins spécifiques. Pema est l'une d'entre elles. Violée et enceinte à 14 ans, elle a été contrainte à épouser son violeur. Son mari l'a violée à de nombreuses reprises et les grossesses forcées se sont multipliées. « Lors de ma dernière grossesse, j'ai failli mourir, explique-t-elle. Après avoir donné naissance à mes jumeaux, je suis restée inconsciente pendant deux jours. Les médecins m'ont dit que je ne survivrais pas à une nouvelle grossesse et j'ai heureusement réussi à convaincre mon mari de signer les papiers de ma stérilisation. » Après avoir été déplacée et victime de violence en RDC, elle tente aujourd'hui de se reconstruire avec ses 10 enfants dans le camp de réfugiés de Kyangwali, en Ouganda.*

3

# Madagascar

En première ligne du changement climatique

**À** Madagascar, la combinaison insidieuse de plusieurs années de sécheresse consécutives et du cycle climatique El Niño a détruit les plantations de maïs, de manioc et de riz. La famine menace désormais 1,3 million de personnes dans les régions méridionales, en raison des conditions météorologiques défavorables qui ont maintenu la production céréalière en dessous de la moyenne en 2018, tandis que les prix record enregistrés plus tôt dans l'année ont limité l'accès à la nourriture<sup>28</sup>. Plus de 257 000 personnes risquent de souffrir d'une grave famine, car la région du Grand Sud n'a pas pu se remettre de la sécheresse provoquée par El Niño en 2016, un événement météorologique extrême aggravé par le changement climatique provoqué par l'homme<sup>29</sup>. Contrairement au reste du pays, la région a bénéficié d'un faible niveau de précipitations pendant la saison agricole 2017-2018. L'épidémie de légionnaires d'automne qui sévit depuis 2016-2017 a également largement contribué à la sous-production de maïs, le principal aliment de base à Madagascar. De nombreux foyers dépendent donc de l'aide d'urgence et cherchent désespérément à vendre davantage de bétail à des prix inférieurs à la normale, ce qui les empêche de payer et d'accéder aux services de base, notamment les frais de scolarité et l'eau potable<sup>30</sup>.

Environ 50 % des enfants malgaches souffrent d'un retard de croissance<sup>31</sup>, ce qui affectera gravement leur développement cognitif et mental à vie. Les familles sont également obligées de vendre leurs actifs, réduire le nombre de leurs repas quotidiens et parcourir de longues distances à la recherche

de revenus alternatifs. Cela concerne particulièrement les femmes et les enfants, car l'insécurité alimentaire croissante expose davantage à la maltraitance, à l'exploitation et aux violences sexistes. Les dommages subis par les cultures et les pertes de revenus accentuent souvent les tensions familiales, favorisant ainsi le mariage des enfants et les violences domestiques.

Outre la crise due à la sécheresse, l'île a également subi deux cyclones en 2018 (Ava et Eliakim), qui ont touché 212 200 personnes, dont 74 200 ont été déplacées<sup>32</sup>. De plus, des épidémies majeures de peste et de rougeole continuent d'affecter le pays. Sur les 103 cas présumés de peste (bubonique et pulmonaire) signalés en septembre et octobre, 38 ont été confirmés et 7 se sont révélés mortels. Une épidémie de rougeole a également été confirmée dans la capitale Antananarivo, avec plus de 6 500 cas avérés fin décembre<sup>33</sup>. Cette flambée épidémique est imputée aux faibles taux d'immunité, le taux de vaccination contre la rougeole n'étant que de 58 %<sup>34</sup>.

À Madagascar, CARE a aidé plus de 14 000 personnes touchées par la sécheresse et les catastrophes naturelles en 2018 en augmentant la productivité et la rentabilité des cultures et en incitant les agriculteurs à recourir à des techniques agricoles modernes. CARE a également réparé les systèmes d'approvisionnement en eau et en a construit de nouveaux, tout en soutenant les groupes d'épargne villageois afin qu'ils favorisent les sources de revenus alternatifs et la résilience des populations face au changement climatique et aux catastrophes naturelles récurrentes.



©CARE/Atjaoalo

« Je n'aurais jamais cru qu'il serait possible d'avoir en permanence de quoi nourrir ma famille et pourtant, c'est le cas aujourd'hui, » explique Pela. Cette mère de sept enfants vit à Tsarapioke, dans l'une des régions les plus touchées par la sécheresse à Madagascar. Le salaire de son mari ne suffisait pas à subvenir aux besoins de toute la famille. « Nous ne parvenions pas à payer les frais de scolarité de nos enfants et quatre d'entre eux ont dû arrêter l'école, » se souvient Pela. Elle a essayé d'aider son mari en travaillant à la ferme, mais le manque de précipitations a provoqué de mauvaises récoltes. Cependant, les choses se sont améliorées lorsque Pela a rejoint une association villageoise d'épargne et de crédit soutenue par CARE. Avec ses économies, elle a pu acheter une pompe motorisée pour favoriser l'irrigation de son champ. Elle peut maintenant y faire pousser du maïs, des haricots et des pois deux fois par an.

2

# Éthiopie

## Affamée et oubliée

Confrontée dans l'ombre à de multiples urgences, l'Éthiopie continue de faire face à une crise alimentaire complexe, où l'insécurité alimentaire persistante peut parfois se transformer en famine aiguë. Malgré des pluies favorables en 2018, les communautés pastorales et agricoles doivent affronter de sérieux défis pour se relever après deux années consécutives de sécheresse. Dans de nombreuses régions, les précipitations ont été inférieures à la normale et irrégulières, mais dans les basses plaines des régions Afar et Somali, les fortes pluies ont provoqué des inondations et endommagé les infrastructures d'irrigation et les terres cultivées. En conséquence, quelque 8 millions de personnes ont urgemment besoin d'une aide alimentaire, principalement dans le sud du pays. En outre, près de 9,5 millions de personnes nourrissent d'autres besoins, notamment en termes d'éducation ou d'abri<sup>35</sup>.

Le pays est confronté à une sécheresse récurrente et à une grave dégradation des sols dans de nombreuses régions, des problèmes de plus en plus souvent provoqués par le changement climatique mondial. Cela compromet la capacité des communautés à se remettre des pertes d'actifs significatives qui aboutissent à la pauvreté et à des taux d'insécurité alimentaire et de malnutrition élevés, en particulier chez les jeunes enfants et les femmes. Dix pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent de dépérissement. Les données relatives aux sécheresses passées dans les zones pastorales montrent que les familles

touchées peuvent mettre plus de quatre ans en moyenne à récupérer leurs moyens de subsistance, période pendant laquelle elles dépendront probablement de l'aide humanitaire<sup>36</sup>.

Environ 84 % de tous les foyers éthiopiens sont situés dans des zones rurales et dépendent de l'agriculture pour nourrir leurs familles. Beaucoup d'entre eux ont dû vendre le bétail qu'il leur restait et migrer vers les zones urbaines à la recherche de nouvelles sources de revenus. La perte des moyens de subsistance favorise également la déscolarisation, ainsi que le mariage et le travail des enfants<sup>37</sup>.

Le phénomène anticipé d'El Niño pourrait exacerber les besoins en 2019. La situation humanitaire au cours du premier semestre 2019 dépendra de la durée et de l'intensité des pluies et des récoltes ultérieures sur lesquelles compte la majeure partie du pays. Même s'il n'y a pas de nouveaux chocs climatiques en 2019, le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire en raison de la sécheresse ne diminuera que légèrement et sera compensé par une augmentation du nombre de personnes déplacées par le conflit<sup>38</sup>.

CARE fournit une aide humanitaire en Éthiopie depuis 1984. Dans le contexte de la crise actuelle, CARE a aidé plus de 570 000 personnes en fournissant de la nourriture, un soutien aux enfants atteints de malnutrition, des kits sanitaires et d'assainissement, et en construisant et en réhabilitant des installations d'eau potable.



*Tanugt s'est mariée à l'âge de 18 ans et a rapidement été victime de violences conjugales. Son mari la battait et le manque de nourriture l'a contrainte à faire travailler ses trois enfants. « Nous avons l'habitude de nous tenir en retrait des hommes, notre place était dans la cuisine, explique Tanugt. Nous n'avons aucune opportunité et ne recevions aucune information sur ce qui se passait dans nos propres communautés. Mais maintenant, nous ne dépendons plus de personne et nous gagnons notre propre argent. » Tanugt a bénéficié du projet CARE concernant l'autosuffisance alimentaire des agriculteurs et a pu commencer à cultiver ses propres terres à Ebenat, une petite ville située dans l'une des zones les plus exposées à la sécheresse et à l'insécurité alimentaire dans la région Amhara, dans le nord de l'Éthiopie.*

1

# Haïti

## Au bord de la survie

**E**n Haïti, tandis que le séisme dévastateur de 2010 avait fait la une des journaux du monde entier, la crise alimentaire de 2018 a été à peine relayée à l'international. Haïti connaît l'un des niveaux d'insécurité alimentaire chronique les plus élevés du monde : plus de la moitié de la population est continuellement en proie à la menace de la faim et 22 % des enfants souffrent de malnutrition chronique<sup>39</sup>. Parmi les causes sous-jacentes figurent les catastrophes naturelles fréquentes et l'extrême pauvreté. En outre, les troubles politiques durables, le manque d'investissement dans les services sociaux et l'absence de planification urbaine ont entraîné une forte migration urbaine et créé des bidonvilles densément peuplés. L'Indice des risques climatiques 2019 classe Haïti à la 4<sup>e</sup> place des pays les plus touchés par les phénomènes météorologiques extrêmes<sup>40</sup>.

La sécheresse qui a sévi dans le nord d'Haïti début 2018 a retardé la production agricole et certaines familles ont dû se résoudre à se rationner et à prendre d'autres mesures désespérées. Au total, 2,8 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire<sup>41</sup>.

Malgré les pluies récentes et la reprise des activités agricoles, les populations peinent à se remettre de la sécheresse. L'insécurité alimentaire est étroitement liée aux catastrophes naturelles, à la hausse des prix du carburant et à l'instabilité du taux de change. Les trois quarts des Haïtiens vivent avec moins de 2 dollars par jour, tandis que la moitié de la population gagne moins de 1 dollar

par jour. De nombreuses personnes vivent sans accès facile à l'électricité, l'eau, l'assainissement ou les soins de santé<sup>42</sup>.

Leurs besoins ont été exacerbés par une série de catastrophes naturelles au cours des 20 dernières années. L'ouragan Matthew a dévasté l'ouest d'Haïti en octobre 2016 lors de la troisième année consécutive de sécheresse liée à El Niño. En 2017, les ouragans Irma et Maria ont provoqué d'importantes inondations dans le nord du pays et un séisme de magnitude 5,9 a frappé le nord-ouest d'Haïti en octobre 2018. Le choléra reste un problème, avec plus de 3 000 cas présumés signalés entre janvier et octobre 2018, dont 37 se sont avérés mortels<sup>43</sup>.

CARE a aidé près de 400 000 Haïtiens en 2018 en contribuant à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, en soutenant l'éducation et en émancipant les jeunes femmes et les enfants vulnérables dans les zones rurales. Grâce à son programme commun de protection sociale, en 2018, près de 86 000 personnes en insécurité alimentaire ont pu disposer d'un meilleur accès à des aliments nutritifs locaux. CARE a également soutenu le rétablissement à long terme afin de permettre aux communautés de participer à leur reconstruction et de lutter contre l'exclusion sociale, l'absence d'opportunités économiques et le manque d'accès à une éducation de qualité. CARE a offert des repas, de l'eau potable, un abri et des fournitures à près de 150 000 personnes touchées par une catastrophe et en situation d'urgence.



*Marie-Melia Joseph, mère de huit enfants, devait marcher pendant plus d'une heure pour se rendre au marché et faire ses courses hebdomadaires. « Nous mangions ce que nous pouvions récolter sur notre petit terrain familial et achetions ce que nous pouvions avec l'argent que nous gagnions en vendant des fruits récoltés sur la route, raconte-t-elle. Certains jours se passaient mieux que d'autres, mais je ne saurais pas dire à quand remonte notre dernier repas décent. » La situation a rapidement évolué lorsqu'elle a appris qu'elle était éligible aux coupons alimentaires mensuels distribués par CARE pour acheter des fruits et légumes frais, ainsi que des aliments de base tels que le maïs, les haricots et le riz. « Ces coupons m'ont vraiment changé la vie... Ils m'ont permis de me reposer enfin un peu plus facilement sans avoir à me soucier du prochain repas, » explique-t-elle.*

# Que pouvons-nous faire ?

## Huit façons de mettre en lumière les crises oubliées

2018 a été une année test pour les organismes humanitaires. Étant donné le nombre et la diversité de ces catastrophes et conflits à peine médiatisés, une question demeure : que pouvons-nous ou devons-nous faire ? Il a été prouvé à maintes reprises que l'ampleur de la couverture médiatique et de la sensibilisation du public influence la collecte de fonds et accroît la pression sur les décideurs. Cependant, la question de savoir comment assurer une meilleure couverture des crises sous-médiatisées reste largement ignorée. Certains des obstacles à surmonter sont bien connus. Les médias ont besoin d'accéder en toute sécurité aux zones touchées par les catastrophes, de disposer d'un financement pour les reportages étrangers et de localiser la couverture médiatique. Mais il est possible d'aller encore plus loin. Voici huit mesures importantes qui sont désormais tout simplement cruciales.

## À destination des gouvernements et des législateurs

### 1 Pas de nouvelles, mauvaises nouvelles :

Lorsque le silence est la seule réponse apportée aux souffrances humaines, les conséquences sont dramatiques. Les crises négligées sont souvent les moins financées et les plus longues. Dans la mesure où les crises mentionnées dans le présent rapport découlent souvent de l'insécurité alimentaire et des risques sous-jacents du changement climatique, les pays affectés doivent rechercher activement la couverture médiatique qui leur permettra de mieux répondre aux besoins de la population. Ainsi faut-il non seulement permettre aux journalistes de faire des reportages en leur garantissant un accès complet et sûr, mais également leur fournir de manière proactive des informations sur les besoins, les réalisations et les lacunes. Dans un paysage numérique bâti sur l'attention et la visibilité, cela permettra aux pays d'attester de leur engagement et aidera les médias à relayer ces histoires et à exiger la mise en œuvre d'actions indispensables.

### 3 Faire le nécessaire, pas les gros titres :

Nous savons que plus une crise est médiatisée, plus elle bénéficie d'un financement important. Pourtant, celles qui ont le plus besoin d'aide humanitaire ne sont pas nécessairement celles qui font l'actualité. Dans la mesure où la couverture médiatique, la sensibilisation du public et le financement sont étroitement liés, force est de constater qu'attirer l'attention constitue également une forme d'assistance. Les restrictions budgétaires dans le secteur des médias réduisant de fait les investissements dans la couverture médiatique à l'étranger, le financement humanitaire devrait être partiellement consacré à la sensibilisation du public, en particulier dans les pays sous-médiatisés, afin de lever davantage de fonds. Les organismes humanitaires et les autres acteurs pourraient ainsi proposer des visites de presse dans les zones touchées par les situations d'urgence, fournir un soutien logistique aux journalistes indépendants, capturer des images brutes destinées à la couverture médiatique ou soutenir la formation des journalistes.

### 2 Conditionner l'aide à l'accès médiatique :

L'accès des médias, les problèmes de visa et les attaques contre les journalistes constituent toujours des obstacles majeurs aux reportages sur les crises. Selon les derniers chiffres de Reporters sans frontières, les médias font face à une vague d'hostilité sans précédent : en 2018, 80 journalistes ont été tués pour des raisons liées à leur travail, 348 ont été emprisonnés et 60 ont été retenus en otage<sup>44</sup>. La liberté de la presse est essentielle pour faire la lumière sur des problèmes qui seraient autrement oubliés. Les États membres des Nations unies, les donateurs et les organismes humanitaires doivent insister pour conditionner le soutien politique et l'aide dans les pays touchés à l'accès médiatique. Cela s'applique non seulement aux médias internationaux, mais revêt également une importance vitale pour les journalistes locaux. À l'instar des organisations locales de la société civile, ils sont en première ligne et doivent être habilités à intervenir en cas de crise. Les médias locaux jouent un rôle déterminant dans la mesure où ils constituent une source crédible à même de comprendre le contexte local mieux que quiconque et de rendre compte des situations d'urgence bien après l'extinction des projecteurs internationaux. Pour garantir la couverture médiatique des crises, il faut que les pays continuent à dénoncer le manque d'accès et les attaques contre les journalistes.

### 4 S'exprimer sur ce qui compte :

Les politiques doivent eux aussi se faire entendre. Les politiques individuels peuvent jouer un rôle clé en attirant l'attention des médias sur les crises qui comptent pour leurs électeurs, notamment les groupes dispersés, les groupes confessionnels et d'autres organisations de la société civile travaillant dans des zones troublées du monde entier. Dans certains pays, les associations parlementaires sont fières d'aborder des questions qui ne sont par ailleurs pas suffisamment couvertes. Le cas échéant, elles peuvent se révéler très puissantes en focalisant l'attention non seulement des gouvernements, mais aussi des médias nationaux. Les politiciens peuvent également travailler avec des organisations de la société civile pour apporter des preuves et aider à la rédaction des questions, discours et motions afin d'attirer davantage l'attention du public sur les crises oubliées du reste du monde.

## À destination des journalistes

### 5 Donner la priorité aux femmes et aux enfants :

Toutes les personnes touchées par les catastrophes et les crises sont particulièrement vulnérables. Mais les femmes et les filles le sont encore plus. Lorsque la violence, la faim ou le climat les affectent de manière extrême, elles sont les premières victimes du trafic sexuel, du travail des enfants ou de l'exploitation en tant qu'instruments de guerre et les premières à perdre leur enfance. Dans le même temps, elles sont les dernières à manger, à être scolarisées et, trop souvent, à être considérées<sup>45</sup>. Il est difficile d'obtenir des fonds pour la protection des femmes et des enfants lorsque d'autres besoins urgents, tels que la nourriture ou l'eau, passent souvent en priorité. Le soutien indispensable en termes d'assistance psychologique, de santé reproductive et de gestion des violences sexistes manque souvent de financement. Les reportages sur la misère et l'adversité que subissent les femmes et les enfants sont d'une importance capitale pour faire entendre leurs voix et leurs préoccupations. Lorsqu'ils couvrent des questions sensibles telles que la violence en général et les violences sexistes en particulier, les médias doivent veiller à recueillir les consentements nécessaires et à former leurs journalistes aux interviews.

## À destination des organismes humanitaires

### 7 S'unir :

Les médias ne sont pas les seuls à avoir pour mission de sensibiliser et attirer l'attention du public sur les crises et les catastrophes. Avec le développement du journalisme citoyen et l'accès direct au public, les organisations humanitaires doivent unir leurs forces pour combler les lacunes. Ces dernières peuvent et doivent jouer leur rôle en rendant compte des crises sous-médiatisées et en faisant entendre la voix des personnes touchées. Il est non seulement important d'investir dans des spécialistes qualifiés en communication et en médias sur le terrain qui soient capables d'assurer la liaison avec le public, mais également de réfléchir à des moyens novateurs d'atteindre les populations, en particulier avec un financement humanitaire limité. Il est par exemple possible d'embaucher des experts en communication indépendants partagés entre plusieurs agences ou de proposer des formations communes aux journalistes locaux.

### 6 Plus d'espace pour l'aide humanitaire :

Plus les points de vente en ligne tiennent le haut du pavé, moins l'ancien argument concernant le manque de place dans les journaux ou les émissions est valable. Le journalisme à l'ère de l'Internet ouvert permet de proposer des reportages qui transcendent le temps et l'espace, et offre ainsi des possibilités illimitées. Les rédacteurs médias doivent également s'affranchir de l'idée reçue selon laquelle le public ne s'intéresse pas à l'actualité humanitaire. Selon une enquête menée par l'Université d'East Anglia<sup>46</sup>, environ 60 % des personnes interrogées ont déclaré suivre les informations sur les catastrophes humanitaires plus que les autres actualités internationales. Bien que les pressions financières pèsent sur la capacité des médias à envoyer des reporters à l'étranger, il est important de comprendre les directives relatives aux conflits d'intérêts et de se demander honnêtement si le fait de ne pas relayer une histoire importante est la meilleure alternative à l'acceptation d'un soutien logistique de la part des donateurs ou organismes humanitaires pour couvrir une crise. Les acteurs humanitaires ne doivent toutefois pas s'attendre à bénéficier d'une couverture favorable des reporters sous prétexte de les avoir aidés à atteindre les populations touchées. À l'instar des principes humanitaires qui sous-tendent le travail d'assistance, l'éthique journalistique doit être absolument respectée. Pour que les histoires de ceux qui souffrent en silence soient relayées, les journalistes et les acteurs humanitaires doivent travailler ensemble tout en respectant les domaines de responsabilité de chacun.

## À destination du public

### 8 Investir pour grandir :

Les actualités sur l'assistance à l'étranger et l'aide humanitaire vous intéressent ? Alors, soutenez-les. S'abonner aux médias qui reflètent le mieux leurs intérêts personnels, féliciter les journalistes pour leurs reportages pertinents ou faire savoir aux reporters et aux rédacteurs que les questions humanitaires leur importent : voilà quelques exemples des nombreux moyens d'action dont disposent les lecteurs pour soutenir les médias qui continuent à faire des reportages sur les crises humanitaires. Les donateurs peuvent également soutenir les programmes de bourses en journalisme, dont certains encouragent les reportages à l'étranger et le journalisme indépendant dans les pays en développement ou en crise.

# À propos de CARE International

Fondée en 1945, CARE International intervient dans le monde entier pour sauver des vies, éradiquer la pauvreté et obtenir la justice sociale. Les femmes et les filles sont notre priorité, car nous savons qu'il est impossible d'éradiquer la pauvreté tant que tous les individus ne disposent pas des mêmes droits et des mêmes chances.

CARE International travaille dans 95 pays pour venir en aide à plus de 56 millions de personnes dans différents domaines : améliorer les services de base en matière de santé et d'éducation, lutter contre la faim, améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, multiplier les opportunités économiques, affronter les changements climatiques et se relever après les catastrophes.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur [www.care-international.org](http://www.care-international.org)

## Notes de bas de page

- 1 Situation humanitaire mondiale 2019 : [www.unocha.org/sites/unocha/files/GH02019.pdf](http://www.unocha.org/sites/unocha/files/GH02019.pdf)
- 2 Indice humanitaire Aurora 2018:1 <https://auroraprize.com/sites/all/themes/clives/versions/1/inc/image/ENG%202018%20Aurora%20Humanitarian%20Index.pdf>
- 3 Fiche d'information ECHO : [https://ec.europa.eu/echo/where/africa/sudan\\_en](https://ec.europa.eu/echo/where/africa/sudan_en)
- 4 République du Soudan, Contributions prévues déterminées au niveau national : <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Sudan%20First/28Oct15-Sudan%20INDC.pdf>
- 5 Bulletin humanitaire du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Numéro 18 : [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/OCHA\\_Sudan\\_Humanitarian\\_Bulletin\\_Issue\\_18\\_%288\\_October\\_-\\_4\\_November\\_2018%29.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/OCHA_Sudan_Humanitarian_Bulletin_Issue_18_%288_October_-_4_November_2018%29.pdf)
- 6 Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés au Soudan : Tableaux de bord sur les populations : <https://data2.unhcr.org/en/situations>
- 7 Aperçu des besoins humanitaires au Soudan : [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Sudan\\_2018\\_Humanitarian\\_Needs\\_Overview.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Sudan_2018_Humanitarian_Needs_Overview.pdf)
- 8 Rapport de l'UNICEF sur la situation humanitaire au Soudan, octobre 2018 : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/CORRIGENDUM%20-%20UNICEF%20Sudan%20Humanitarian%20Situation%20Report%20-%20October%202018.pdf>
- 9 Base de données sur la sécurité des travailleurs humanitaires : <https://aidworkersecurity.org/>
- 10 Situation humanitaire mondiale 2018 du Bureau de la coordination des affaires humanitaires : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/GH02018.PDF>
- 11 Fiche pays du Programme alimentaire mondial sur la République centrafricaine : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000074060/download/>
- 12 Rapport « Far From Home » (Loin de chez eux) de CARE : <https://care.exposure.co/far-from-home>
- 13 Indice de développement humain 2018 : <http://hdr.undp.org/en/2018-update>
- 14 Indice de développement humain 2018 : <http://hdr.undp.org/en/2018-update>
- 15 Mise à jour n° 26 du Bureau de la coordination des affaires humanitaires sur la crise dans le Bassin du lac Tchad , novembre/décembre 2018 : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/LCB%20Crisis%20Update%20No.%2026.pdf>
- 16 Rapport de CARE International sur le contexte humanitaire et les situations d'urgence (Exercice 2019), document interne, disponible sur demande.
- 17 Rapport intermédiaire du Centre de surveillance des déplacements internes 2018 : [www.internal-displacement.org/mid-year-figures](http://www.internal-displacement.org/mid-year-figures)
- 18 Plan de réponse aux déplacements internes autour des zones Gedeo (RNNPS) et Guji (Oromia) : [www.humanitarianresponse.info/en/operations/ethiopia/document/ethiopia-response-plan-internal-displacement-around-gedeo-snnpr-and](http://www.humanitarianresponse.info/en/operations/ethiopia/document/ethiopia-response-plan-internal-displacement-around-gedeo-snnpr-and)
- 19 Indice de la faim dans le monde 2018 : Migrations forcées et famine : <https://reliefweb.int/report/world/2018-global-hunger-index-forced-migration-and-hunger>
- 20 Mise à jour n° 26 sur la crise dans le Bassin du lac Tchad , novembre/décembre 2018 : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/LCB%20Crisis%20Update%20No.%2026.pdf>
- 21 GRID Arendal : <http://www.grida.no/resources/5593>
- 22 Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies au Tchad : <https://www.unocha.org/cha>
- 23 Bulletin humanitaire du Bureau de la coordination des affaires humanitaires sur les Philippines, Numéro 9 : <https://reliefweb.int/report/philippines/philippines-humanitarian-bulletin-issue-9-october-2018>
- 24 Communiqué de presse de la Banque mondiale : <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2018/10/02/world-bank-releases-us496-million-to-assist-philippines-after-typhoon-ompong>
- 25 Situation humanitaire mondiale 2018 du Bureau de la coordination des affaires humanitaires : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/GH02018.PDF>
- 26 OMS : [www.who.int/ebola/situation-reports/drc-2018/en](http://www.who.int/ebola/situation-reports/drc-2018/en)
- 27 Plan régional d'intervention pour les réfugiés de la République démocratique du Congo : <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/67237>
- 28 Perspectives de récoltes et situation alimentaire de la FAO, décembre 2018 : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ca2726en.pdf>
- 29 Expliquer les événements extrêmes de 2016 du point de vue climatique : <https://journals.ametsoc.org/doi/pdf/10.1175/BAMS-ExplainingExtremeEvents2016.1>
- 30 Aperçu humanitaire à Madagascar du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (août - novembre 2018) : [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Mdg\\_Humanitarian\\_snapshot\\_Nov2018.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Mdg_Humanitarian_snapshot_Nov2018.pdf)
- 31 UNICEF : <https://data.unicef.org/country/mdg>
- 32 Résultats du Comité d'évaluation de la vulnérabilité à Madagascar 2018 : <https://reliefweb.int/report/madagascar/madagascar-vulnerability-assessment-committee-results-2018>
- 33 Bulletin hebdomadaire de l'OMS sur les flambées épidémiques et les autres situations d'urgence : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/OEW49-0107122018.pdf>
- 34 Messages humanitaires clés en Afrique australe : [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ROSEA\\_181123\\_RIASCO\\_KeyMessages\\_SouthernAfrica\\_def.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ROSEA_181123_RIASCO_KeyMessages_SouthernAfrica_def.pdf)
- 35 Examen intermédiaire du plan humanitaire et de résilience face aux catastrophes en Ethiopie 2018 : [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2018\\_myrc\\_oct08j.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2018_myrc_oct08j.pdf)
- 36 Plan humanitaire et de résilience face aux catastrophes en Ethiopie 2018 : [www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ethiopia\\_2018\\_humanitarian\\_and\\_disaster\\_resilience\\_plan\\_2.pdf](http://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ethiopia_2018_humanitarian_and_disaster_resilience_plan_2.pdf)
- 37 Projet CARE De l'eau pour la sécurité alimentaire, l'émancipation des femmes et la protection de l'environnement : [www.care.at/projects/eth923](http://www.care.at/projects/eth923)
- 38 Situation humanitaire mondiale 2018 du Bureau de la coordination des affaires humanitaires : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/GH02018.PDF>
- 39 Fiche pays du Programme alimentaire mondial sur Haïti : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/WFP-0000099830.pdf>
- 40 Indice mondial des risques climatiques : <https://www.germanwatch.org/en/16046>
- 41 Plan d'intervention humanitaire révisé à Haïti 2018 : [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2018\\_haiti\\_hrp\\_summary\\_en\\_0.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2018_haiti_hrp_summary_en_0.pdf)
- 42 Programme alimentaire mondial Haïti : <http://www1.wfp.org/countries/haiti>
- 43 Mise à jour épidémiologique de l'OMS/OPS : <https://reliefweb.int/report/haiti/epidemiological-update-cholera-11-october-2018>
- 44 Résumé mondial de Reporters sans frontières : [https://rsf.org/sites/default/files/worldwide\\_round-up.pdf](https://rsf.org/sites/default/files/worldwide_round-up.pdf)
- 45 Rapport « Far From Home » (Loin de chez eux) de CARE : <https://care.exposure.co/far-from-home>
- 46 L'état du journalisme humanitaire : [http://humanitarian-journalism.net/wp-content/uploads/2018/10/7\\_Humanitarian-News-Report.pdf](http://humanitarian-journalism.net/wp-content/uploads/2018/10/7_Humanitarian-News-Report.pdf)





Contenu : **Jennifer Bose**  
Coordination de projet : **Katharina Katzer et Ninja Taprogge**  
Idée et concept : **Sandra Bulling**  
Conception et mise en page : **Aspel Creative**

**CARE Australie**  
[www.care.org.au](http://www.care.org.au)

**CARE Canada**  
[www.care.ca](http://www.care.ca)

**CARE Danemark**  
[www.care.dk](http://www.care.dk)

**CARE Allemagne**  
[www.care.de](http://www.care.de)

**CARE Inde**  
[www.careindia.org](http://www.careindia.org)

**CARE France**  
[www.carefrance.org](http://www.carefrance.org)

**CARE International Japon**  
[www.careintjp.org](http://www.careintjp.org)

**CARE Pays-Bas**  
[www.care nederland.org](http://www.care nederland.org)

**CARE Norvège**  
[www.care.no](http://www.care.no)

**CARE Autriche**  
[www.care.at](http://www.care.at)

**CARE Pérou**  
[www.care.org.pe](http://www.care.org.pe)

**Fondation Raks Thai (CARE Thaïlande)**  
[www.raksthai.org](http://www.raksthai.org)

**CARE International Royaume-Uni**  
[www.careinternational.org.uk](http://www.careinternational.org.uk)

**CARE USA**  
[www.care.org](http://www.care.org)